

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 7 mai 2015

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, mars 2015

2

La valeur totale des permis de bâtir a atteint 6,9 milliards de dollars en mars, en hausse de 11,6 % par rapport au mois précédent. Il s'agissait de la première augmentation en trois mois. Une hausse des intentions de construction de bâtiments non résidentiels en Colombie-Britannique et en Alberta ainsi que de logements multifamiliaux en Ontario et en Colombie-Britannique était à l'origine de la majeure partie de l'augmentation.

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : petits aéroports, janvier 2015

9

Dépenses au chapitre de l'éducation primaire et secondaire, 2012-2013

10

Étude : Développements récents de l'économie canadienne, printemps 2015

11

Nouveaux produits et études

12



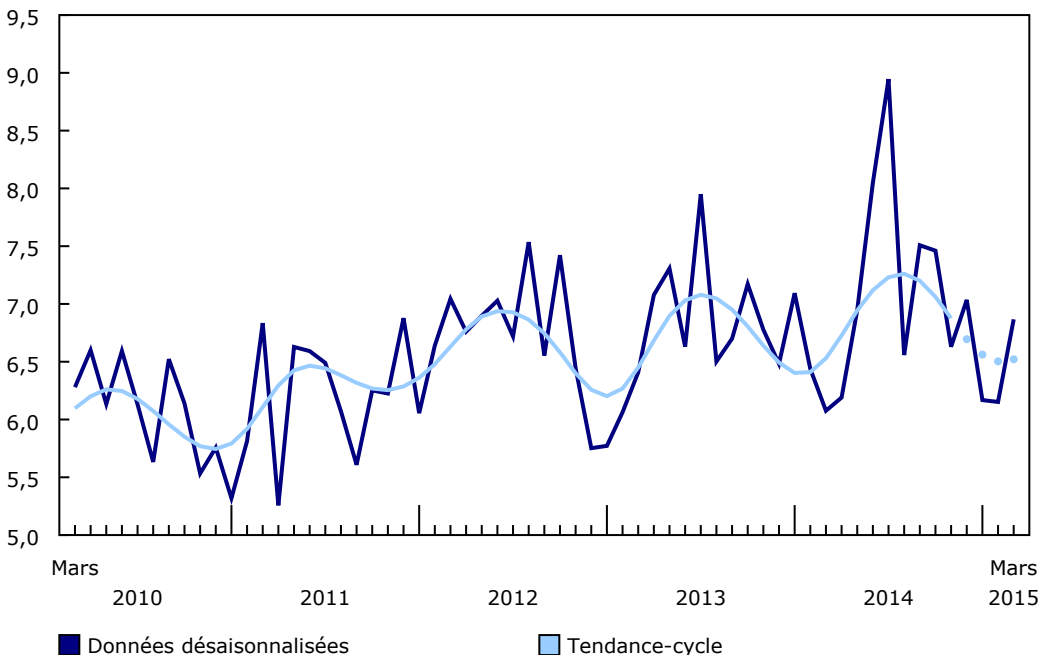
Communiqués

Permis de bâtir, mars 2015

La valeur totale des permis de bâtir a atteint 6,9 milliards de dollars en mars, en hausse de 11,6 % par rapport au mois précédent. Il s'agissait de la première augmentation en trois mois. Une hausse des intentions de construction de bâtiments non résidentiels en Colombie-Britannique et en Alberta ainsi que de logements multifamiliaux en Ontario et en Colombie-Britannique était à l'origine de la majeure partie de l'augmentation enregistrée à l'échelon national.

Graphique 1 Valeur totale des permis

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Source(s) : Tableau CANSIM 026-0010.

La valeur des permis de construction non résidentielle s'est accrue de 22,1 % pour s'établir à 2,4 milliards de dollars en mars, après deux reculs mensuels consécutifs. Des augmentations ont été enregistrées dans huit provinces, la Colombie-Britannique et l'Alberta arrivant en tête. Le Québec et la Saskatchewan ont aussi affiché de fortes hausses dans le secteur non résidentiel en mars. L'Ontario et Terre-Neuve-et-Labrador ont été les deux provinces à enregistrer des baisses dans le secteur.

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis a atteint 4,4 milliards de dollars en mars, en hausse de 6,6 % par rapport à février. La progression observée en Ontario et en Colombie-Britannique a contrebalancé les reculs enregistrés dans cinq provinces, le Québec et l'Alberta ayant enregistré les baisses les plus marquées.

Secteur non résidentiel : forte hausse des intentions de construction d'immeubles institutionnels et commerciaux

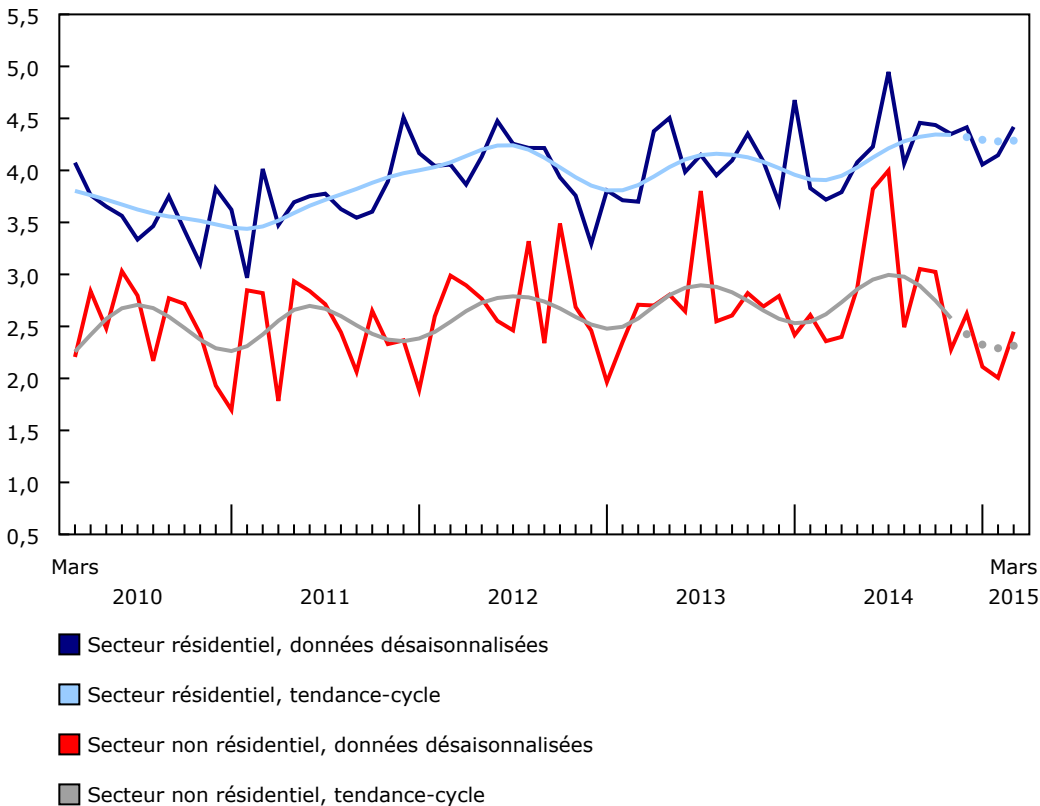
La valeur des permis de construction institutionnelle a augmenté de 73,9 % pour se fixer à 661 millions de dollars en mars, ce qui a partiellement contrebalancé les baisses enregistrées au cours des deux mois précédents. Des hausses ont été enregistrées dans divers établissements institutionnels, y compris les établissements d'enseignement, les immeubles à vocation médicale ainsi que les établissements de soins infirmiers et les maisons de retraite. Des augmentations ont été observées dans sept provinces, l'Alberta arrivant en tête, suivie de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan et du Québec.

Dans la composante commerciale, la valeur des permis a progressé de 11,4 % pour se chiffrer à 1,4 milliard de dollars en mars, après deux reculs mensuels consécutifs. La progression de cette composante à l'échelle nationale était attribuable à la hausse des intentions de construction d'entrepôts, d'hôtels et de restaurants, de magasins de détail et de gros ainsi que de complexes de vente au détail. La Colombie-Britannique, l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador ont enregistré des hausses, tandis que l'Ontario a connu la plus forte baisse parmi les sept autres provinces.

Les municipalités ont délivré des permis de construction industrielle pour une valeur de 428 millions de dollars en mars, en hausse de 5,5 % par rapport au mois précédent. Il s'agissait de la deuxième progression mensuelle consécutive. L'augmentation était attribuable à une hausse des intentions de construction d'usines de fabrication et, dans une moindre mesure, de bâtiments rattachés aux services publics. Des accroissements ont été enregistrés dans sept provinces, la Colombie-Britannique arrivant en tête, suivie du Québec et de la Saskatchewan.

Graphique 2 Secteurs résidentiel et non résidentiel

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.
Source(s) : Tableau CANSIM 026-0010.

Secteur résidentiel : forte hausse des intentions de construction de logements multifamiliaux

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a augmenté de 19,6 % pour s'établir à 2,1 milliards de dollars en mars, ce qui représentait la deuxième hausse mensuelle consécutive. L'augmentation était attribuable à une hausse des intentions de construction dans quatre provinces, l'Ontario et la Colombie-Britannique arrivant en tête. Les baisses les plus marquées ont été enregistrées au Québec et en Nouvelle-Écosse.

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a reculé pour un deuxième mois consécutif, en baisse de 3,4 % pour se fixer à 2,3 milliards de dollars en mars. Les hausses observées dans cinq provinces, lesquelles ont été menées par l'Ontario et le Québec, n'ont pas suffi à effacer les baisses enregistrées dans les autres provinces, l'Alberta ayant connu le recul le plus important.

Les municipalités canadiennes ont approuvé la construction de 18 586 nouveaux logements en mars, ce qui représentait une progression de 24,9 % par rapport au mois précédent. Cette augmentation était attribuable à une hausse de 43,7 % du nombre de logements multifamiliaux, qui s'est fixé à 13 126 unités. En revanche, le nombre de logements unifamiliaux a reculé de 5,0 % pour se chiffrer à 5 460 unités.

Provinces : fortes hausses enregistrées en Colombie-Britannique, en Ontario et en Alberta

La valeur totale des permis a augmenté dans six provinces en mars, la Colombie-Britannique, l'Ontario et l'Alberta venant en tête.

Toutes les composantes de la construction de bâtiments ont affiché des hausses en Colombie-Britannique, les logements multifamiliaux et les immeubles commerciaux et institutionnels étant à l'origine de la majeure partie de ces augmentations. En Ontario, l'augmentation provenait d'une hausse des intentions de construction d'immeubles résidentiels, principalement de logements multifamiliaux. En Alberta, la hausse était attribuable à une augmentation des intentions de construction d'immeubles institutionnels et de bâtiments commerciaux, ainsi que de logements multifamiliaux.

En revanche, le Québec a enregistré la plus forte baisse, surtout en raison d'une diminution des intentions de construction de logements multifamiliaux, qui avaient progressé de 67,1 % en février. En Nouvelle-Écosse, la baisse provenait d'une diminution des intentions de construction d'immeubles résidentiels, qui avait enregistré une forte hausse le mois précédent.

Hausse des intentions de construction dans la plupart des régions métropolitaines de recensement

La valeur totale des permis a crû dans 19 des 34 régions métropolitaines de recensement, Vancouver, Toronto et Calgary ayant enregistré les plus fortes hausses.

La progression observée à Vancouver s'expliquait principalement par l'augmentation des intentions de construction de logements multifamiliaux et de bâtiments commerciaux. À Toronto, qui avait connu la baisse la plus marquée au cours du mois précédent, la hausse était attribuable aux immeubles résidentiels, principalement aux logements multifamiliaux. À Calgary, l'augmentation des intentions de construction de logements multifamiliaux et d'immeubles institutionnels expliquait la progression.

La diminution la plus marquée a été observée à Montréal, principalement en raison d'un recul des intentions de construction de logements multifamiliaux. Il s'agissait de la deuxième baisse en trois mois.

Edmonton et Kitchener–Cambridge–Waterloo se sont classées au deuxième et au troisième rang des baisses les plus marquées. À Edmonton, la diminution provenait du secteur résidentiel, après trois hausses mensuelles consécutives. À Kitchener–Cambridge–Waterloo, toutes les composantes ont contribué à la baisse, la majeure partie du recul étant attribuable aux bâtiments résidentiels.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

L'Enquête sur les permis de bâtir compte plus de 2 400 municipalités représentant 95 % de la population canadienne. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision, fondée sur les réponses tardives. Les données du mois précédent ont été révisées.

Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées dans les graphiques en tant que complément aux séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

Tableau 1
Unités de logements, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, Canada —
Données désaisonnalisées

	Mars 2014	Janvier 2015	Février 2015 ^r	Mars 2015 ^p	Février à mars 2015	Mars 2014 à mars 2015
	millions de dollars				variation en %	
Total	6 076,5	6 168,0	6 151,8	6 867,1	11,6	13,0
Résidentiel	3 718,7	4 056,1	4 145,7	4 418,5	6,6	18,8
Unifamilial ¹	2 132,8	2 576,2	2 349,2	2 270,4	-3,4	6,5
Multifamilial	1 585,9	1 479,8	1 796,4	2 148,0	19,6	35,4
Non résidentiel	2 357,8	2 111,9	2 006,1	2 448,6	22,1	3,9
Industriel	338,4	334,7	405,6	427,8	5,5	26,4
Commercial	1 486,4	1 302,6	1 220,4	1 359,8	11,4	-8,5
Institutionnel	533,0	474,6	380,1	661,0	73,9	24,0
	nombre d'unités				variation en %	
Logements totaux	15 821	14 742	14 884	18 586	24,9	17,5
Unifamilial ¹	5 752	6 221	5 747	5 460	-5,0	-5,1
Multifamilial	10 069	8 521	9 137	13 126	43,7	30,4

^r révisé

^p provisoire

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : les maisons individuelles, les maisons mobiles et les chalets.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableau CANSIM [026-0010](#).

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire — Données désaisonnalisées

	Mars 2014	Janvier 2015	Février 2015 ^r	Mars 2015 ^p	Février à mars 2015	Mars 2014 à mars 2015
	millions de dollars				variation en %	
Canada	6 076,5	6 168,0	6 151,8	6 867,1	11,6	13,0
Résidentiel	3 718,7	4 056,1	4 145,7	4 418,5	6,6	18,8
Non résidentiel	2 357,8	2 111,9	2 006,1	2 448,6	22,1	3,9
Terre-Neuve-et-Labrador	51,1	46,6	57,4	46,6	-18,8	-8,9
Résidentiel	35,8	38,2	38,6	33,9	-12,3	-5,4
Non résidentiel	15,3	8,5	18,7	12,7	-32,2	-17,3
Île-du-Prince-Édouard	14,9	18,1	9,8	11,4	16,7	-23,1
Résidentiel	5,2	14,9	5,3	6,3	20,0	21,9
Non résidentiel	9,7	3,2	4,5	5,1	12,9	-47,3
Nouvelle-Écosse	96,2	55,8	118,7	88,0	-25,8	-8,5
Résidentiel	55,6	36,2	97,5	56,1	-42,5	0,9
Non résidentiel	40,6	19,6	21,2	31,9	50,9	-21,2
Nouveau-Brunswick	67,2	42,8	55,1	48,1	-12,8	-28,5
Résidentiel	31,6	37,0	34,6	24,5	-29,1	-22,4
Non résidentiel	35,6	5,8	20,5	23,5	14,9	-33,8
Québec	1 185,1	1 371,8	1 191,8	1 108,9	-7,0	-6,4
Résidentiel	697,5	657,2	772,0	631,6	-18,2	-9,4
Non résidentiel	487,6	714,6	419,8	477,3	13,7	-2,1
Ontario	2 171,2	2 295,8	2 223,9	2 405,6	8,2	10,8
Résidentiel	1 344,0	1 580,8	1 324,8	1 689,8	27,6	25,7
Non résidentiel	827,2	715,0	899,1	715,8	-20,4	-13,5
Manitoba	160,7	164,4	182,5	188,9	3,5	17,6
Résidentiel	116,3	101,2	119,7	120,0	0,3	3,1
Non résidentiel	44,3	63,2	62,8	69,0	9,7	55,6
Saskatchewan	198,3	140,4	193,5	246,6	27,4	24,3
Résidentiel	134,8	82,5	119,7	120,3	0,5	-10,8
Non résidentiel	63,6	57,8	73,8	126,3	71,2	98,7
Alberta	1 267,7	1 253,1	1 193,6	1 326,6	11,1	4,6
Résidentiel	746,9	901,4	908,1	811,3	-10,7	8,6
Non résidentiel	520,7	351,6	285,5	515,2	80,4	-1,1
Colombie-Britannique	850,9	767,0	911,7	1 391,5	52,6	63,5
Résidentiel	546,5	604,5	715,5	920,5	28,7	68,5
Non résidentiel	304,4	162,5	196,3	471,0	140,0	54,7
Yukon	7,0	5,5	2,7	1,8	-34,4	-75,0
Résidentiel	2,2	1,7	1,0	1,7	75,4	-22,1
Non résidentiel	4,8	3,8	1,7	0,0	-97,6	-99,2
Territoires du Nord-Ouest	2,2	6,7	8,6	2,0	-77,1	-9,8
Résidentiel	2,1	0,5	6,4	1,1	-82,2	-46,9
Non résidentiel	0,1	6,2	2,3	0,8	-62,7	...
Nunavut	4,2	0,0	2,5	1,2	-50,2	-70,4
Résidentiel	0,2	0,0	2,5	1,2	-50,2	522,5
Non résidentiel	4,0	0,0	0,0	0,0	...	-100,0

r révisé

p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.**Source(s)** : Tableaux CANSIM [026-0006](#) et [026-0010](#).

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement — Données
désaisonnalisées¹

	Mars 2014	Janvier 2015	Février 2015 ^r	Mars 2015 ^p	Février à mars 2015	Mars 2014 à mars 2015
	millions de dollars				variation en %	
Total, régions métropolitaines de recensement	4 713,6	4 752,8	4 871,6	5 383,3	10,5	14,2
St. John's	29,6	30,8	40,4	30,1	-25,4	1,8
Halifax	51,9	20,9	87,2	52,6	-39,7	1,3
Moncton	12,4	12,6	18,8	21,6	14,9	74,1
Saint John	29,2	5,8	9,1	9,7	6,4	-66,9
Saguenay	29,2	12,3	21,5	29,9	39,0	2,4
Québec	176,0	131,5	108,0	144,9	34,2	-17,7
Sherbrooke	26,7	43,1	40,3	40,8	1,2	53,1
Trois-Rivières	30,0	8,6	17,7	14,3	-18,9	-52,2
Montréal	551,2	815,9	695,1	503,3	-27,6	-8,7
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	288,4	155,4	183,9	163,6	-11,0	-43,3
Partie Gatineau	63,0	28,3	32,7	19,4	-40,7	-69,3
Partie Ottawa	225,4	127,1	151,2	144,3	-4,6	-36,0
Kingston	16,9	7,4	33,6	9,4	-72,1	-44,4
Peterborough	5,1	7,0	6,3	10,2	60,2	99,5
Oshawa	174,1	49,0	31,5	98,0	211,2	-43,7
Toronto	1 047,6	1 287,8	1 012,9	1 368,0	35,1	30,6
Hamilton	143,8	148,9	136,1	97,3	-28,5	-32,3
St. Catharines–Niagara	42,0	44,1	74,8	42,9	-42,6	2,1
Kitchener–Cambridge–Waterloo	66,2	57,4	210,3	86,1	-59,1	30,0
Brantford	7,6	38,4	28,8	12,1	-58,0	58,5
Guelph	17,9	71,1	21,5	27,8	29,1	55,4
London	46,4	82,5	90,0	59,6	-33,7	28,5
Windsor	30,7	30,2	32,0	55,7	73,8	81,1
Barrie	18,1	6,9	21,3	30,9	44,7	70,1
Grand Sudbury	35,0	5,3	14,5	7,8	-45,9	-77,6
Thunder Bay	5,4	1,6	16,6	2,7	-83,9	-50,0
Winnipeg	108,3	114,2	125,8	132,6	5,4	22,5
Regina	40,4	40,5	65,8	77,8	18,4	92,8
Saskatoon	102,6	58,9	86,5	98,7	14,2	-3,8
Calgary	445,6	404,5	361,9	601,1	66,1	34,9
Edmonton	509,1	546,0	574,5	422,1	-26,5	-17,1
Kelowna	33,9	47,1	24,7	62,4	152,9	84,2
Abbotsford–Mission	20,7	12,3	12,0	18,2	52,1	-12,4
Vancouver	496,4	405,9	613,7	978,8	59,5	97,2
Victoria	75,1	48,9	54,6	72,0	31,8	-4,0

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des [régions métropolitaines de recensement](#).

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableau CANSIM [026-0006](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [026-0001](#) à [026-0008](#) et [026-0010](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2802](#).

Le numéro de mars 2015 de la publication *Permis de bâtir* ([64-001-X](#)) paraîtra bientôt.

Les données des permis de bâtir d'avril seront diffusées le 8 juin.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mariane Bien-Aimé au 613-951-7520, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : petits aéroports, janvier 2015

En janvier, le nombre de décollages et d'atterrissages aux 113 aéroports sans tours de contrôle de la circulation aérienne a atteint 33 221 mouvements. Six aéroports ayant chacun enregistré plus de 1 000 mouvements ont été à l'origine de 29 % de l'activité du mois : Peterborough, Ontario (2 502 mouvements), Goose Bay, Terre-Neuve-et-Labrador (2 000), Red Lake, Ontario (1 576), Comox, Colombie-Britannique (1 342), Pickle Lake, Ontario (1 236) et Barrie–Orillia–Lake Simcoe Regional, Ontario (1 031).

Note aux lecteurs

Le présent communiqué comprend également les statistiques mensuelles relatives aux mouvements d'aéronefs des petits aéroports pour novembre et décembre 2014. Les données de novembre 2013, de décembre 2013 et de janvier 2014 ont été révisées.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [401-0021](#) et [401-0022](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2715](#).

De l'information analytique supplémentaire est maintenant offerte dans « Mouvements mensuels des aéronefs : petits aéroports – aéroports sans tours de contrôle ou stations d'information de vol de NAV CANADA », qui fait partie du bulletin de service *Aviation (51-004-X)*, accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Dépenses au chapitre de l'éducation primaire et secondaire, 2012-2013

Il est maintenant possible de consulter les données pour 2012-2013 sur les dépenses au chapitre de l'éducation primaire et secondaire, selon le type de dépenses et la source directe des fonds.

L'objectif de cette diffusion annuelle est de publier des renseignements financiers concernant l'éducation primaire et secondaire au Canada. Ces statistiques financières sont recueillies pour chaque province et territoire et sont converties à la nomenclature normalisée des comptes financiers et à un exercice financier.

Les dépenses au chapitre de l'éducation primaire et secondaire sont ventilées selon le type de dépenses, comme les dépenses publiques, les dépenses privées, de même que celles liées à l'enseignement spécial, à l'administration et aux commissions scolaires. Ces dépenses sont également ventilées selon la source directe des fonds, comme les gouvernements fédéral, provinciaux et locaux ainsi que les frais de scolarité et les sources privées.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [478-0014](#) et [478-0015](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [3119](#), [3120](#), [3140](#) et [3141](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Étude : Développements récents de l'économie canadienne, printemps 2015

Cet article de la série *Aperçus économiques*, diffusé semestriellement, offre un aperçu intégré des développements récents qui ont touché la production, l'emploi, la demande des ménages, le commerce international et les prix. Structuré comme un sommaire statistique des principaux indicateurs économiques, ce rapport a pour but de fournir des renseignements sur les développements récents de l'économie canadienne en mettant en lumière les changements majeurs survenus dans les données économiques au cours de la fin de 2014 et du début de 2015.

L'article de recherche « Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2015 », qui fait partie de la publication *Aperçus économiques* ([11-626-X](#)), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web, sous l'onglet *Parcourir par ressource clé*.

Des études similaires sont accessibles à partir du module [Mise à jour sur l'analyse économique](#) de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec André Bernard au 613-867-3821 (andre.bernard@statcan.gc.ca), Direction des études analytiques.

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Bulletin d'information pour les entreprises et les collectivités

Numéro au catalogue [11-632-X](#) (HTML)

Scieries, février 2015, vol. 69, n° 2

Numéro au catalogue [35-003-X](#) (HTML | PDF)

Aviation : « **Mouvements mensuels des aéronefs : petits aéroports – aéroports sans tours de contrôle ou stations d'information de vol de NAV CANADA** », janvier 2015, vol. 47, n° 6

Numéro au catalogue [51-004-X2015006](#) (HTML)

Nouvelles études

Aperçus économiques : « **Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2015** », n° 43

Numéro au catalogue [11-626-X2015043](#) (HTML | PDF)



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2015. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>